

Intervention de l'Union Locale CGT d'Arles pour introduire la rencontre publique du vendredi 15 décembre 2017 à 17H30 à la Bourse du Travail.

Pour la défense des services publics de proximité et de l'Hôpital d'Arles.

La santé est un droit fondamental qui doit être garanti à tous. En France la Sécurité Sociale a été inventée après-guerre afin de protéger les individus des aléas et des évolutions de la vie : maladie, accident du travail, invalidité, perte d'autonomie, retraite, chômage, éducation des enfants... Notre système de soin fonctionne sur la base de la solidarité. Chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins. Ce sont les cotisations sociales du salaire socialisé qui financent notre protection sociale.

Le fameux trou de la Sécu, il existe depuis le début. C'est tout simplement parce que la Sécurité Sociale n'a jamais été imaginée pour être bénéficiaire. Chaque fois qu'il y avait de nouveaux besoins, on a augmenté les cotisations. Il est sûr que les gens vieillissent plus et que la santé coûte plus cher, mais en même temps on génère plus de richesses dans le pays. Il faut ensuite décider si l'on veut continuer de cotiser et de collectiviser, ou si l'on préfère que chacun se débrouille de son côté, même si l'on sait que cela va coûter plus cher et que ce sera moins égalitaire. On a les moyens de combler ce trou, puisqu'il est de 5.2 milliards, alors qu'on exonère les entreprises de cotisations patronales à hauteur de 40 milliards d'euros : c'est une question de choix politique. Et si nous basculions dans un système à l'anglo-saxonne cela nous coûterait de toute façon quatre fois plus cher. Un système où tout le monde participe et cotise est plus juste et marche mieux lorsqu'il n'y a pas d'intermédiaire.

Il est aussi évident que le chômage de masse fragilise le système par l'absence de cotisations sociales et patronales. Le maintien des bas salaires, la précarité, les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes ont eux aussi leur part de responsabilité dans la situation de la protection sociale.

En seulement 6 ans différentes lois complémentaires ont atteint leur objectif c'est-à-dire la destruction du système hospitalier français. La loi Bachelot HPST (Hôpital, Patient, Santé, Territoire), la loi Santé (dite de modernisation du système de Santé) ont eu des conséquences néfastes sur l'hôpital public et ses personnels.

Et si le coût d'une hospitalisation dans le secteur privé lucratif est inférieur à celui de l'hôpital public, il ne faut pas oublier que les cliniques :

- Ne participent pas à la formation des médecins (pas d'interne dans les cliniques),
- N'assurent que très rarement l'accueil des patients polytraumatisés aux urgences,
- Ne prennent pas en charge, ou très peu, certaines spécialités moins rémunératrices.

Ce secteur s'annonce de plus en plus juteux, car c'est un marché en plein développement, en particulier en direction des personnes âgées, et d'autre part, l'État qui pilote les décisions de la Sécurité Sociale est un serviteur zélé des grands groupes du CAC40.

Pour le dire simplement, les patrons de la Santé à but commercial organisent :

- *d'une part un vrai hold-up sur les fonds de la Sécurité Sociale qui sont pourtant destinés à répondre aux besoins de santé de toute la population et non pas à grossir les dividendes des actionnaires,*
- *d'autre part, un vol délibéré sur nos salaires, puisque ce sont nos cotisations sociales qui payent notre Sécu.*

Comme tout bon gouvernement appliquant une politique de réduction de la dépense publique, le Pouvoir Exécutif n'a de cesse de clamer son attachement au service public, son importance pour la population, etc...

Contrairement à ces discours qui nous sont servis à longueur de temps, la réalité est tout autre. Leur volonté est de répondre aux injonctions de la commission européenne tout en servant les intérêts des classes sociales les plus fortunées, des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, des actionnaires et des marchés financiers.

Donc moins d'impôts et de cotisations sociales patronales, moins de dépenses socialisées, moins de dépenses publiques, moins de politiques publiques, et de services publics !

L'état, les collectivités territoriales, les hôpitaux, la sécurité sociale sont et seront les cœurs de cible d'une purge budgétaire pluriannuelle.

C'est toute l'action publique et plus particulièrement la fonction publique qui font et feront l'objet d'attaques inscrites dans la durée au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu aux usagers mais aussi des conditions de vie au et hors travail des personnels.

Les services publics de proximités sont particulièrement visés, à Arles avec par exemple : réduction de l'ouverture au public à la CAF, à Pôle Emploi, aux Finances Publiques, à la Sécu, fermeture de guichet à la Poste, à la SNCF. (pétition à signer)

A l'hôpital d'Arles comme dans tous les hôpitaux publics, les soignants et patients subissent de plein fouet cette vision purement économique et administrative entraînant suppression

de postes, suppression de lits, dégradation de la qualité des soins, maltraitance institutionnelle... On assiste à un nivellement vers le bas des conditions de travail sous prétexte fallacieux d'économie avec à terme une dégradation de l'accès aux soins pour nous, usagers et patients.

La santé est un droit fondamental qui doit être garanti à tous. La politique de santé doit être fondée sur la réponse publique aux besoins de tous et non sur des aspects « marchands ». Pour cela il faut bénéficier d'un suivi médical régulier et accéder aux meilleurs soins issus des dernières avancées des sciences et techniques avec une prise en charge à 100% par la Sécurité Sociale.

Face à toutes ces attaques antisociales, il est essentiel de construire et travailler ensemble à la convergence des luttes, pour défendre et faire avancer nos droits ! Pour l'élévation du rapport des forces, pour imposer d'autres choix.

C'est le sens que nous donnons à cette rencontre qui pourrait à la fois :

-préciser les contours d'une mobilisation dans la localité à travers une manifestation unitaire large pour défendre tous les services publics de proximité. Cette initiative pourrait se dérouler la dernière semaine du mois de janvier 2018 et pourquoi pas le samedi matin 27 janvier !

-et être le point de départ d'un travail commun sur le long terme, pour mener une lutte commune contre l'austérité, contre les suppressions d'emplois, contre la régression sociale, pour l'emploi, pour les services publics, pour la protection sociale.

Pour porter dans notre localité et bassin d'emploi l'exigence de pouvoir vivre et travailler dignement.